

l'espagnol et l'anglais à Porto Rico

HISTORIQUE D'UNE TENTATIVE D'ETHNOCIDE LINGUISTIQUE

Bernard CASSEN*

Une langue n'est pas seulement un moyen de communication. Elle cristallise une histoire, une civilisation, un système de valeurs et, comme le disait Gramsci, « contient les éléments d'une conception du monde et d'une culture ». Dans *Le Scribe*¹, Régis Debray la situe clairement comme enjeu politique : « Parler, écrire, communiquer, implique l'appartenance à une communauté culturelle, indissolublement linguistique et civique. La langue comme « premier système d'articulation » renvoie à un espace homogène de communication, dont l'homogénéité interne suppose à son tour une fermeture sur l'extérieur, de caractère politique ». Cette interaction du linguistique, du culturel et du politique, longtemps sous-estimée, mais que l'actualité s'est chargée de remettre au premier plan (Irlande, Iran, Espagne, Belgique, Inde, Algérie, etc.), les États-Unis en avaient parfaitement pris conscience dans leur projet d'expansion impériale en Amérique latine, même si elle les a, entre temps, pris de court dans d'autres parties du monde.

Faut-il rappeler qu'en 1855, le flibustier américain William Walker, imprudemment appelé à la rescousse par les libéraux du Nicaragua pour les seconder dans leurs conflits internes, s'auto-proclama président de cette république centraméricaine et décréta immédiatement l'imposition de l'esclavage et... de l'anglais comme langue officielle ! L'équipée caricaturale de Walker se termina certes en fiasco (il fut fusillé en 1860), mais elle devait laisser des traces quand on sait que le « dernier marine » qu'était Somoza s'exprimait beaucoup plus volontiers en anglais – la langue de ses maîtres – avec ses interlocuteurs étrangers, que dans la langue de son pays, l'espagnol.

Il n'est donc guère surprenant qu'à Porto Rico, seul territoire de langue espagnole des Caraïbes qui ne dispose toujours pas de sa souveraineté, les États-Unis aient fait de leur politique, et ce dès l'invasion de 1898, la clé de voûte d'une tentative assimilationniste, dont l'aboutissement logique serait l'annexion en tant que 51ème État.

L'agression systématique contre la langue vernaculaire, l'espagnol, et la tentative de la remplacer

par l'anglais, vont donc caractériser l'action culturelle des États-Unis à Porto Rico pendant une cinquantaine d'années. C'est pourquoi la défense de l'espagnol a été, historiquement, le point de rassemblement de tous les Portoricains attachés au passé, au présent et à l'avenir d'une culture nationale (même si cette dernière n'en était qu'à son stade de formation, lors de l'invasion yankee), et par là-même à l'idée de nationalité.

Après l'assaut frontal qui dura jusqu'en 1949 lorsque, non sans difficulté, l'espagnol est enfin reconnu comme la langue officielle d'enseignement dans les écoles publiques primaires et élémentaires, les États-Unis laisseront en quelque sorte jouer la « loi du marché » linguistique ; elle permet à l'anglais de s'imposer, « naturellement » pourrait-on dire, dans les secteurs les plus actifs de l'économie et dans les classes privilégiées de la population.

Dans la situation de subordination coloniale où se trouve encore Porto Rico, la lutte apparaît inégale entre la langue de la puissance dominante, l'anglais (qui bénéficie en outre du phénomène d'auto-colonisation de certaines élites créoles), et la langue populaire et culturelle qu'est resté l'espagnol. Pourtant, derrière la doctrine officielle du bilinguisme, l'espagnol résiste et résiste bien. Il ne faut cependant pas sous-estimer les énormes tensions psychologiques que crée cet écartèlement entre ce que les Italiens appellent, d'un côté, la *lingua del pane* et, de l'autre, la *lingua di casa*. Le fait que Porto Rico soit actuellement le pays du monde où la criminalité, la consommation de drogue, les maladies mentales ont les indices les plus élevés, n'est peut-être pas étranger à cette situation schizolinguisque².

* Université de Paris VIII, Département d'études des pays anglophones.

1. Régis Debray, *Le Scribe*, Grasset, Paris, 1980, p. 51.

2. Voir à cet égard les analyses d'Henri Gobard dans *L'aliénation linguistique*, Flammarion, Paris, 1976.

Contrairement au colonisateur espagnol, qui voyait dans le maintien des populations dans l'ignorance le moyen d'affirmer sa domination, l'envahisseur nord-américain a, dès le début du siècle, mené une politique de scolarisation dynamique. Une scolarisation tout entière tendue vers la colonisation des esprits et l'intériorisation des catégories de la dépendance, une scolarisation visant à faire oublier aux Portoricains qu'ils avaient une langue, une culture et une histoire propres, pour leur donner comme exemple et modèle à imiter les États-Unis d'Amérique, réduits d'ailleurs à leur composante protestante blanche et anglo-saxonne.

La politique linguistique n'est que l'une des composantes d'une action culturelle globale qui n'a jamais varié dans son objectif ultime (l'assimilation), même s'il lui fallut adapter ses méthodes aux circonstances du moment. Nous reprendrons donc le découpage en périodes sur lequel s'accordent tous les historiens de Porto Rico et nous utiliserons en partie la caractérisation de Manuel Maldonado Denis, l'un des plus grands intellectuels que compte aujourd'hui Porto Rico, dans son étude déjà classique « *Imperialismo y cultura nacional en Puerto Rico* »³.

Les périodes considérées sont les suivantes : 1898-1940, 1940-1968, de 1968 à aujourd'hui. Les dates charnières correspondent : a) à l'invasion des troupes nord-américaines qui s'emparent de Porto Rico comme « butin de guerre » (25 juillet 1898), b) à la victoire électorale du PPD (1940) qui restera vingt-huit ans au pouvoir, dirigé par la forte personnalité de Luis Muñoz Marín (décédé en avril 1980), premier gouverneur portoricain de Porto Rico à partir de 1948 et, c) à la première arrivée au pouvoir (1968) du parti annexionniste, le PNP, qui occupe jusqu'en 1981 la « Forteresse » de San-Juan, siège du gouvernement.

Manuel Maldonado Denis définit la première période comme celle de « l'assimilation à outrance », la seconde comme celle de « la mauvaise conscience culturelle » et la troisième comme celle de « l'assimilation culturelle déguisée et du culturalisme ». Certes, nous l'avons déjà dit, ces catégories recouvrent une réalité socio-culturelle qui dépasse le strict cadre d'une politique de la langue, mais elles sont néanmoins très largement opératoires à ce seul niveau⁴. On pourrait objecter que la coupure « avant et après 1940 » n'est pas pertinente en matière linguistique, puisque c'est 1949 qui marque le grand tournant qu'est la reconnaissance de l'espagnol comme langue officielle d'enseignement. Il est cependant indéniable que c'est le processus enclenché en 1940, avec la victoire du PPD, qui avait provoqué cet aboutissement au plan linguistique.

I. L'assimilation à outrance : l'américanisation par l'anglais

Le 25 juillet 1898, en débarquant à Porto Rico, les troupes nord-américaines mettent fin au régime d'autonomie limitée (la *Carta autonómica*), octroyée à Porto Rico par le premier ministre es-

pagagnol Praxedes Mateo Sagasta en novembre 1897. Cette agression est ratifiée par le traité de Paris du 10 décembre 1898, par lequel l'Espagne cède le territoire portoricain aux États-Unis, et que le mouvement national portoricain tient pour nul et non avenu⁵. Jusqu'au 1er mai 1900, après le vote par le Congrès des États-Unis, le 12 avril de la même année, de la loi Foraker⁶, prévaut le régime d'administration militaire directe. Le gouvernement militaire, douze jours seulement après son installation, suscite une « assemblée de voisinage » réclamant une « éducation universelle » sur le modèle américain⁷. On mesurera l'importance attachée à cette mission par la qualité de celui à qui elle est confiée : le général John Eaton, ancien commissaire à l'Éducation des États-Unis (*US Commissioner of Education*), assisté d'un certain Victor S. Clark qui, dans son rapport au gouverneur militaire de l'île, explique qu'il faut rompre avec les modèles éducatifs français et européen : « *si les écoles deviennent américaines et si les élèves et maîtres s'inspirent de l'esprit américain, l'île en viendra, dans ses sympathies, points de vue et attitudes face à la vie et envers le gouver-*

3. Manuel Maldonado Denis, « *Imperialismo y cultura nacional en Puerto Rico* », originellement publié dans le numéro de mars 1971 de la revue *Sin nombre* puis dans *Casa de las Américas*, janvier-février 1972, n° 70, La Havane, et réédité dans le recueil *Puerto Rico, Mito y realidad*, 3ème édition mise à jour. Editorial Antillana, San Juan, Porto Rico, 1979. On lira également, du même auteur, sa présentation et son choix de textes du « maître de la patrie », Pedro Albizu Campos, *La conciencia nacional puertorriqueña*, Siglo XXI, Mexico, 1972 ; *Puerto Rico, una interpretación historico-social*, Siglo XXI, Mexico, 1969, 4ème édition, 1979.

4. Nous les utiliserons en les complétant par la tendance linguistique la plus caractéristique de la période.

5. Sur la question du statut de Porto Rico en droit international, une excellente mais brève analyse, non encore éditée à notre connaissance, a été présentée par Isabel Gutiérrez del Arroyo dans sa communication « *Síntesis de la historia de Puerto Rico, Siglos XVI, XVII, XVIII, XIX y XX* » à la deuxième Conférence internationale de solidarité avec l'indépendance de Porto Rico tenue à Mexico du 30 novembre au 2 décembre 1979.

6. La loi Foraker prévoit un « gouvernement » civil et une Chambre des délégués élue au suffrage universel masculin. Le pouvoir réel appartient au gouverneur et au Conseil exécutif de 11 membres (dont 5 Portoricains), tous nommés par le président des États-Unis et responsables devant lui seul. Parmi eux, le commissaire à l'Éducation, chargé d'appliquer la politique scolaire définie à Washington.

7. Nous avons largement utilisé comme sources, la communication « *Asedio y afirmación de la cultura puertorriqueña* » de Nieves Padilla de García, présentée à la IIe Conférence internationale de solidarité, l'ouvrage fondamental d'Aida Negrón de Montilla, *Americanisation in Puerto Rico and the Public School System - 1898-1930*, Editorial Edil, Rio Piedros, Porto Rico 1970 ; celui du père jésuite Charles J. Beirne, *El Problema de la Americanización en Escuelas Católicas de Puerto Rico* (Editorial Universitaria, Université de Porto Rico, 1976) ; traduction en espagnol d'une thèse soutenue par l'auteur à l'Université de Chicago, et les essais rassemblés dans *La agresión cultural norteamericana en Puerto Rico*, numéro spécial (Vol. II, numéros 2 et 3, octobre 1976) de *Undécima Tesis*, revue du Comité universitaire du PSP.

nement, à être essentiellement américaine. La grande masse des Portoricains est encore passive, malléable. Ses idéaux sont entre nos mains pour être créés et modelés. »

C'est une époque où l'on ne s'embarrasse guère de nuances dans la formulation publique d'objectifs politiques. Dans son étude des lettres-circulaires des commissaires à l'Éducation de Porto Rico (*Americanisation in Puerto Rico and the Public School System 1898-1930* op. cit.), Aida Negrón de Montilla a relevé de multiples affirmations d'une désarmante franchise. Nous en reprendrons quelques-unes.

Après avoir interdit les combats de coqs, dé-baptisé les rues pour leur donner le nom de person-nages historiques américains, rendu obligatoire le déploiement de la bannière étoilée dans tous les bâ-timents publics et lors des manifestations officielles, et imposé la célébration des fêtes et commémora-tions américaines, tout particulièrement... du jour de l'Indépendance (!), le gouvernement militaire s'inté-resse rapidement au problème de la langue d'ensei-gnement. En 1899 le général Henry, gouverneur de l'île, rédige un ordre aux termes duquel tous les maîtres en exercice « doivent apprendre l'anglais »; quant aux premières nominations, « préférence doit être donnée à ceux qui parlent anglais ».

Une tentative obstinée

En 1903 le commissaire Samuel M. Lindsay décide que, dans les écoles publiques, toutes les matières devront être enseignées en anglais, l'espagnol devenant une matière comme les autres, une langue étrangère. Ce même Lindsay écrit dans son *Rapport annuel du Commissaire à l'Éducation* : « La colonisation menée à bien par les armées de la guerre est considérablement plus coûteuse que celle réalisée par les armées de la paix, dont les postes de garde et les détachements sont les écoles publiques de la nation en marche ». Belle défini-tion, bien avant que le concept ne prenne corps, de l'impérialisme culturel ! Un impérialisme cultu-rel qui était d'ailleurs l'axe central de la loi Fo-raker, dans la mesure où elle faisait du commissariat à l'Éducation la plus importante des charges publiques de l'île, après celle du gouverneur, en lui faisant attribuer de très vastes pouvoirs sur tout le système éducatif, notamment la possibi-lité de mettre en place une structure centralisée et centralisatrice quasi militaire, beaucoup plus proche du système napoléonien que des normes américaines à usage interne.

La politique de Samuel Lindsay se poursuivra jusqu'en 1915 avec ses successeurs, notamment Ronald P. Falkner (1902-1904) qui veut « faire de l'anglais le moyen d'enseignement, pour rappro-cher davantage les deux peuples ».

Cette véritable tentative de greffe linguis-tique suscite de nombreuses oppositions, en parti-culier celle de l'Association des maîtres de Porto Rico, fondée en 1911, et au sein de laquelle les mo-tivations politico-culturelles cohabitent avec des préoccupations plus corporatistes. Les pressions de l'Association et le sentiment national naissant (à la Chambre locale avait même été présenté un projet de loi rendant obligatoire l'usage de l'espagnol, non

seulement dans les écoles mais dans les tribunaux) conduisent l'administration à modifier sa politique. En 1915, le commissaire Paul G. Miller lance le mot d'ordre du bilinguisme : « conservation de l'espagnol et acquisition de l'anglais ». Cette politique permet désormais d'utiliser l'espagnol dans les quatre pre-mières années de l'école élémentaire, la cinquième servant de transition et les trois dernières se faisant en anglais. Le secondaire reste exclusivement anglo-phone.

En 1917, par le vote de la loi Jones⁸, le Congrès des États-Unis impose la citoyenneté à tous les Portoricains, sauf ceux qui la refusent ex-pressément, renonçant par là-même à leurs droits civils, en particulier leur droit de vote. La loi, entre autres dispositions, renforce les pouvoirs du com-missaire à l'Éducation. C'est dans le cadre de ces nouvelles dispositions que sera nommé, en 1921, le premier commissaire portoricain à l'Éducation, Juan B. Huyke. Il restera en fonction jusqu'en 1930 ; son mandat sera le plus long de l'histoire du système.

Par un processus d'auto-colonisation clas-sique⁹, ce Portoricain se veut plus américain que les Américains. Il va s'employer à « implanter l'esprit de l'Amérique dans le cœur de nos enfants ». Pour lui, « l'américanisation n'est pas seulement une idée. C'est un plan. L'américanisation est un plan qu'il faut accomplir ». Une phrase résume toute sa philo-sophie : « nos écoles sont des agences d'américani-sation ».

Après le départ de Huyke, le Dr José Padin, commissaire à l'Éducation de 1930 à 1937, an-nule un certain nombre de directives trop ouver-tement criticables et permet l'utilisation de l'es-pagnol comme langue unique dans tout le système élémentaire. En 1933 l'Association des maîtres avait officiellement demandé une réforme du sys-tème. Padin dut reconnaître officiellement que l'anglais était une langue étrangère pour les jeunes Portoricains. En 1937 son successeur, José M. Gallardo, reviendra en arrière, rétablissant le sys-tème mixte qui avait prévalu de 1915 à 1930. Il avait été nommé par le président Roosevelt avec, comme instructions précises, de transformer les Portoricains en individus bilingues.

Le tableau qui suit¹⁰ résume les fluctuations

8. La loi Jones supprime le Conseil exécutif créé par la loi Foraker et le remplace par un Sénat et une Chambre des représentants élus au suffrage universel masculin. Ces deux assemblées n'ont compétence que sur les affaires locales et encore doivent-elles compter avec le droit de veto du gouverneur (nommé par le président des États-Unis), même si la majorité qualifiée des deux tiers est atteinte. En avril 1947, le Congrès votera un amendement à la loi Jones pour permettre l'élection du gouverneur de Porto Rico. Le premier élu sera Luis Muñoz Marín.

9. Voir sur ce point l'étude de Roy Preiswerk « Relations culturelles et développement » dans *La savoir et le faire*, Presses Universitaires de France, Paris 1975.

10. que nous empruntons à l'ouvrage de Charles J. Beirne, op. cit. p. 25.

de la politique linguistique à Porto Rico depuis 1949.

Années	École élémentaire	École secondaire
1900-1903	espagnol	anglais
1903-1915	anglais	anglais
1915-1930	1-4 espagnol 5 transition 6-8 anglais	anglais
1930-1937	espagnol	anglais
1937-1949	1-4 espagnol 5 transition 6-8 anglais	anglais
1949	espagnol	espagnol

Une mission impossible

Les occupants américains s'étaient attelés à une gigantesque tâche : créer un système d'éducation généralisé et centralisé. Le taux élevé d'analphabétisme, le mauvais état sanitaire de la majorité de la population, les difficultés de transport en milieu rural, l'absence de constructions scolaires, la pénurie de maîtres qualifiés, autant de facteurs qui auraient pu les décourager. Mais ils étaient animés de l'ardeur conquérante et de l'optimisme à toute épreuve de ceux qui détiennent la vérité et vont l'inculquer à autrui. Il ne leur vint jamais à l'esprit que ce qui était bon pour les États-Unis ne l'était pas nécessairement pour Porto Rico. Cette bonne conscience s'alliait à une solide ignorance du terrain. Ne croyaient-ils pas au début que la langue portoricaine était une sorte de patois, dépourvu de littérature et de poésie, incompréhensible même pour les Espagnols et que, partant de cette table rase, on pouvait tout aussi bien leur apprendre l'anglais que l'espagnol.

L'anglicisation à outrance requiert un personnel anglophone. Il faut donc enseigner l'anglais aux maîtres, d'où la création d'un test de niveau qui leur est destiné et qui provoque une forte réaction de rejet, tant ils y voient une menace pour la sécurité de leur emploi.

Pour compléter le dispositif, on importe en quantités importantes – mais encore insuffisantes pour satisfaire aux « besoins » – des maîtres américains ne parlant pas l'espagnol. Ils arrivent, porteurs de la bonne parole pédagogique, sans rien connaître de l'histoire ou de la culture locales, et se voient confier les fonctions de responsabilité, ce qui provoque une situation d'incommunication, puis de vive hostilité avec leurs collègues portoricains. Pour ces seules raisons matérielles, le projet d'anglicisation n'aurait jamais pu être mené à bien et la maîtrise de l'anglais demeura extrêmement limitée chez la très grande majorité des élèves de l'école primaire publique. Le pourcentage de scolarisation ne dépassait d'ailleurs pas 50 % en 1940, malgré l'ampleur des dépenses engagées.

N'importe quel sociologue de bon sens aurait pu faire valoir qu'il s'agissait là d'une mission impossible, tant elle se heurtait à un rejet social massif. Dans un livre publié en 1968¹¹ qui fait toujours autorité, le linguiste et diplomate espagnol Germán de Granda analyse ainsi les causes de cette « loyauté linguistique » préservée : « le caractère forcé et imposé de l'acculturation pendant cette période produit, dans la situation linguistique de Porto Rico, une réaction de résistance et de refus de se laisser influencer ».

La situation socio-économique de l'île entre pour beaucoup dans cette attitude : « la misère généralisée, l'abandon politique et l'oppression coloniale présentée sans le moindre déguisement » entraînent, selon l'auteur, des attitudes qu'il qualifie d'archaïques dans les couches sociales les plus influentes ; d'une part la paysannerie des montagnes et les coupeurs de canne et, de l'autre, l'élite intellectuelle humaniste. Chez la première une attitude de refus passif, chez la seconde, mais avec le même résultat, une attitude d'affirmation active.

Néanmoins le statut de l'anglais a véritablement déstabilisé l'ensemble des programmes scolaires. En premier lieu, les changements intervenant, au gré des commissaires à l'Éducation, en matière de langue d'enseignement du primaire, ne pouvaient que perturber les études. Surtout, la dimension politique qu'a toujours eue l'américanisation a transformé une discipline comme les autres, l'anglais, en discipline centrale, jouissant d'une absolue priorité en matière d'horaires et de financement au détriment du reste et en premier lieu de l'espagnol, dont le statut a toujours été ressenti comme précaire, même après 1949, en raison de l'éventualité d'une annexion aux États-Unis.

II. La mauvaise conscience culturelle : amère victoire de l'espagnol

La période qui va de 1940 à 1968 correspond à l'hégémonie politique locale exercée par le PPD, en alliance étroite à ses débuts avec les administrations démocrates des présidents Roosevelt et Truman, par l'intermédiaire du gouverneur américain Rexford Guy Tugwell. Sous l'impulsion de Luis Muñoz Marín, le PPD avait créé un vaste mouvement d'opinion en sa faveur (y compris chez certains indépendantistes) en promettant des réformes économiques et sociales sans pour autant toucher au statut. Ce sera la fameuse opération *Manos a la obra*, lancée en 1948 et visant à industrialiser Porto Rico, mais elle ne fit que renforcer sa dépendance envers la métropole. En 1950, en effet, le Congrès des États-Unis vota la loi dite « de relations fédérales » qui, entre autres dispositions, exempta d'impôts fédéraux et locaux les investisseurs américains à Porto Rico, transformant l'île en « paradis fiscal » et à l'origine d'un « boom » industriel. C'est aussi, malgré la vaine

11. Germán de Granda, *Transculturación y interferencia lingüística en el Puerto Rico contemporáneo 1898-1968*. Instituto Caro y Cuervo Bogota 1968, Instituto Cubano del libro, La Havane, 1974.

tentative de réforme agraire, le moment où, face à la concurrence des produits agricoles américains, l'agriculture portoricaine s'effondre littéralement, provoquant un gigantesque exode rural vers les villes de l'île et surtout vers les grands centres urbains de la côte Est des États-Unis.

C'est en réaction contre ce maintien du statut colonial que se produit la révolte nationaliste d'octobre 1950 dirigée par Pedro Albizu Campos. La très dure répression qui s'ensuit éliminera du jeu politique, pour plus d'une génération, les indépendantistes. L'octroi à Porto Rico en 1952 du statut d'« État libre associé », sans rien changer à son statut foncièrement colonial, est un moyen de donner le change tant dans l'île que pour l'opinion internationale, en particulier l'ONU.

« Main de fer et gant de velours »

Un véritable changement de style se manifeste dans les relations entre Washington et les dirigeants portoricains du PPD, investis de la totale confiance américaine. La main de fer se recouvre désormais d'un gant de velours. Ceci n'est pas sans conséquences sur le plan culturel et linguistique. Les années cinquante voient se manifester en haut lieu une sorte de nationalisme culturel « restreint », s'imposant à lui-même des limites et protestant constamment de son absolue fidélité aux États-Unis. Comme l'écrit Manuel Maldonado Denis¹², « cette nouvelle politique culturelle s'appuie sur deux états : pour la consommation internationale nous serons « le pont entre les deux cultures de l'hémisphère » et, à usage interne, une illustration du dépassement du nationalisme comme idéologie et l'exemple le plus achevé du caractère universaliste de l'éducation ».

Ce « New Deal » culturel, sauf à perdre toute crédibilité, impose que l'espagnol retrouve sa place *formelle* de première langue dans les institutions d'éducation. La tâche ne sera pas pour autant si facile.

En 1942, le Conseil supérieur de l'enseignement, dont dépend l'Université, recommande que l'enseignement de la langue se fasse en espagnol. En 1946, la Chambre vote un projet prévoyant l'usage exclusif de l'espagnol dans les écoles publiques. Le gouverneur Tugwell opposa son veto, mais la majorité des deux tiers étant à nouveau réunie et le gouverneur ayant réitéré son refus, ce fut Truman en personne qui dit non le 25 octobre 1946. A partir de la plainte d'un parent d'élève faisant valoir que le veto présidentiel n'avait pas été opposé dans les délais requis, l'affaire remonta au tribunal suprême de Porto Rico qui prit fait et cause pour la thèse nord-américaine. On ne manquera pas d'apprécier le caractère insolite — mais profondément révélateur de l'aliénation coloniale — d'une situation où une communauté revendique devant une cour de justice le droit d'étudier dans sa langue et se trouve déboutée par des artifices de procédure...

Finalement, l'année suivante, en 1949, le commissaire à l'Éducation du gouvernement Munoz Marin décréta l'utilisation obligatoire de l'espagnol par les cycles primaire et secondaire des écoles publiques, par simple décision administrative. Comme cela s'était passé quarante six ans plus tôt pour l'utilisation de l'anglais...

Cette décision fut confirmée en 1962 par un autre commissaire à l'Éducation qui en étendit la portée aux écoles privées, suscitant un âpre débat. Les contestations furent telles que le problème de la langue d'enseignement dans ces écoles, notamment les établissements catholiques administrés par les ordres religieux des États-Unis, resta entier. La question étant toujours d'actualité, nous y reviendrons plus loin.

En 1956 le Tribunal suprême décide que l'espagnol et l'anglais sont les deux langues officielles de Porto Rico. Il ira plus loin encore en 1965, en statuant que « l'espagnol étant la langue des Portoricains, les débats de nos tribunaux doivent se conduire en espagnol »¹³.

La loi du marché linguistique

L'espagnol avait ainsi totalement recouvré droit de cité; et c'était une victoire d'une portée symbolique considérable. Avait-il pour autant remporté la bataille sur l'anglais ? Si importante que soit une décision administrative dans un système « libéral », elle ne saurait commander à la « main invisible » du marché. Désormais l'anglais et l'espagnol s'affrontaient sur le « marché linguistique », chacun étant « libre » de son choix. Comme étaient libres les institutions financières et bancaires et les multiples agences des administrations fédérales de ne s'exprimer qu'en anglais...

L'évolution économique et sociale de Porto Rico pendant cette période, favorise la poussée de l'anglais. En effet, le processus d'industrialisation entraîne le développement d'une nouvelle bourgeoisie de cadres administratifs techniques et commerciaux. L'usage de l'anglais devient un moyen de promotion sociale, une manière de s'identifier à la civilisation supérieure de l'*American Way of life*, et en même temps de se différencier des couches inférieures et « attardées » de la population portoricaine. Ce phénomène d'auto-colonisation et d'auto-mystification des élites coloniales a d'ailleurs été maintes fois repéré et décrit.

Les résultats sur l'utilisation de l'espagnol sont déplorables. Germán de Granda note la dévalorisation de son statut « lié à un passé insulaire et à des pays latino-américains qui, s'ils représentent quelque chose, représentent évidemment des facteurs négatifs : retard, misère, désordre, ignorance, etc. ».

12. « Imperialismo y cultura nacional en Puerto Rico », *op. cit.*

13. Sur l'histoire de l'attitude du Tribunal suprême de Porto Rico envers les problèmes linguistiques, voir l'étude de Nilita Vientós Gastón, « El Tribunal Supremo de Puerto Rico y el problema de la lengua » *Casa de las Américas*, janvier-février 1972, n° 70, La Havane.

En fait, porté par les énormes intérêts économiques américains, par les médias locaux qu'ils contrôlent et par une propagande massive, l'anglais, s'il a perdu une bataille administrative, a gagné la guerre économique et psychologique, en l'absence d'une claire définition des enjeux, que la période suivante va progressivement élaborer.

III. De l'assimilation culturelle déguisée à la lutte pour l'indépendance : demain, l'espagnol ou l'anglais

L'arrivée aux affaires du PNP en 1968 et surtout son retour en 1976, après une parenthèse PPD, mettent désormais la question du statut politique de Porto Rico au premier plan.

Le pouvoir de la langue

Le PNP veut l'annexion et ira même jusqu'à dénoncer comme colonial le statut d'État libre associé..., obligeant par là-même le PPD à prendre ses distances par rapport à la position confortable de « juste milieu » entre l'indépendance et l'assimilation, et à réclamer des prérogatives accrues pour Porto Rico, sans toutefois rompre les liens avec les États-Unis. Les dirigeants du PNP ont appris à changer de langage : une intégration aux États-Unis requiert aujourd'hui un minimum d'habillage culturaliste. Ainsi, l'actuel gouverneur Carlos Romero Barcelo ne se risquerait plus à répéter les propos — exprimant sans aucun doute le fond de sa pensée — qu'il tenait en 1966 lorsqu'il déclarait à la revue *The Minority of One*¹⁴ qu'en matière culturelle il n'y avait rien à Porto Rico qui vaille la peine d'être conservé. Au contraire, aujourd'hui, avec son parti, il exalte la *estadidad jíbara*¹⁵, véritable alliance des mots, censée décrire une annexion sans douleur, c'est-à-dire préservant la langue et la culture portoricaines...

Il ne fait pas de doute que l'assimilation culturelle a considérablement progressé à Porto Rico au cours de ces dernières années. Sur le seul plan linguistique, la loi du marché joue toujours aussi fortement en faveur de l'anglais.

Les écoles privées continuent, pour la majorité d'entre elles, à enseigner en anglais, du jardin d'enfants à la terminale. Regroupant des enfants appartenant à la bourgeoisie, elles favorisent encore davantage l'américanisation d'une classe sociale déjà fascinée par les États-Unis, générateurs pour elle de bourses universitaires, d'emplois, de prestige social, et qui n'a finalement qu'un seul regret, celui de n'être pas encore assez américaine. « *Quand un centre mondial (ou une classe dirigeante) fait vivre sa périphérie (ou les dirigés) dans son propre dialecte, ou sous lui, il acquiert une irréprochable légitimité auprès de ses colonisés qui oublient qu'ils le sont* »¹⁶.

Dans le système éducatif, l'enseignement de

l'anglais est obligatoire. Les professeurs qui l'enseignent bénéficient d'outils pédagogiques plus élaborés que leurs collègues et disposent de multiples facilités pour leur recyclage. De surcroît, ils n'ont que cette matière à assurer, leurs collègues étant en général astreints au moins à la bivalence. A cela s'ajoute le fait que beaucoup de manuels scolaires, notamment les manuels scientifiques, sont en anglais, les traductions en espagnol étant le plus souvent médiocres, comme d'ailleurs celles des articles de presse, programmes de télévision, films d'origine américaine¹⁷.

Par ailleurs, l'anglais règne sans partage dans le vocabulaire scientifique et technique, les transactions commerciales, la banque. Les enseignements de médecine et d'odontologie se font entièrement dans cette langue.

Le retour périodique dans leur île natale des immigrants portoricains aux États-Unis n'est pas non plus sans conséquences sur la qualité de l'espagnol parlé à Porto Rico. Beaucoup d'entre eux, au fil des années, dans un environnement anglophone, ont perdu la maîtrise des finesses de leur langue, accentuant ainsi des phénomènes d'interférence et d'appauvrissement linguistiques qui ont déjà franchi un seuil critique menaçant, même à moyen terme, « *la totalité de l'infrastructure de la langue espagnole dans l'île* », selon l'analyse de Germán Granda¹⁸.

Le sociologue portoricain Luis Nieves Falcón va même plus loin dans la description de l'épuisement de cette ressource culturelle non renouvelable qu'est une langue vivante laissée à l'abandon¹⁹. « *On observe la montée d'une attitude méprisante vis-à-vis de l'espagnol chez certains secteurs portoricains qui commencent à remettre en question l'utilité de la langue vernaculaire dans le monde matérialiste, que l'esprit de consommation coloniale développe à Porto Rico, et dans le monde du travail, contrôlé par les intérêts économiques nord-américains... Tout cela met crûment en lumière le danger que Porto Rico puisse se voir dépouillé de sa langue, non seulement dans sa vie officielle, mais même dans sa vie privée* ».

14. M.S. Arnoni « Puerto Rico : A Land Robbed of Itself » *The Minority of One*, septembre 1966, vol. VIII, n° 9 (82) cité par José Luis Méndez, « La lucha cultural en Puerto Rico » à paraître dans *Casa de las Américas*. José Luis Méndez a bien voulu nous faire lire son manuscrit avant publication et nous l'en remercions vivement.

15. Le *jíbaro* est l'archétype du paysan portoricain, comme le *guajiro* est celui du paysan cubain, le *llanero* celui du paysan vénézuélien, etc.

16. Régis Debray, *op. cit.*, p. 59.

17. Voir l'article de Margot Arce de Vázquez : « El porvenir del español en Puerto Rico », *Casa de las Américas*, La Havane, janvier-février 1972, n° 70.

18. *Op. cit.*, p. 152.

19. Luis Nieves Falcón : « Imperialismo cultural y resistencia cultural en Puerto Rico », *Comunicación y cultura*, Mexico, n° 6, février 1979.

Le même auteur, tout comme José Luis Mendez²⁰, évoque cependant les manifestations de résistance culturelle, de plus en plus nombreuses, qui nuancent ce diagnostic pessimiste : renaissance de la culture populaire, du roman, de la poésie, de la chanson, apparition d'une nouvelle génération de chercheurs en sciences sociales engagés dans le processus de libération.

Il n'y a pas de solution autre que politique au problème de la langue à Porto Rico et l'avenir de l'espagnol est intimement lié à la progression vers l'indépendance. Le « bilinguisme » officiel²¹ est une situation d'attente (comme l'État libre associé avant l'annexion), le camouflage d'une érosion progressive de l'espagnol par l'anglais. Seule une politique volontariste de la langue, impensable dans quelque cadre néo-colonial que ce soit, peut redonner à Porto Rico la place qui lui revient dans la communauté hispanophone. Seul un État portoricain, conscient que le front culturel²² est un front politique prioritaire (tous les dirigeants indépendantistes sont convaincus de cette évidence), peut redonner à l'espagnol le statut, non seulement de droit mais de fait, sans lequel son effondrement à Porto Rico est inévitable.

Un enjeu latino-américain

Heureusement, à cet égard, les perspectives sont beaucoup plus favorables aujourd'hui qu'il y a seulement quelques années. Le mur de silence imposé pendant des décennies par les États-Unis sur la situation de Porto Rico a enfin été brisé ; la situation de l'île caraïbe est devenue un enjeu de la politique intérieure américaine et de la politique internationale. L'action de Cuba dans ce domaine a été déterminante, en particulier à l'ONU, et ce, pour des raisons ne relevant pas seulement de l'anti-impérialisme. Tous les jeunes Cubains ont appris par cœur les vers célèbres de Lola Rodríguez de Tió, qui définissent la profonde solidarité culturelle et politique entre les deux îles, scellée plus tard par José Martí dans le programme du parti révolutionnaire cubain en 1892 lorsqu'il fixait comme objectif l'indépendance de Cuba et de Porto Rico :

*Cuba y Puerto Rico son
de un pájaro las dos alas
reciben flores o balas
sobre el mismo corazón*²³

La cause de l'indépendance de Porto Rico a ensuite trouvé un écho dans bien d'autres pays d'Amérique latine. Il est significatif que la seconde conférence internationale de solidarité avec l'indépendance de Porto Rico ait eu lieu au Mexique en décembre 1979, que le président du Comité international permanent de solidarité soit un universitaire vénézuélien, José Herrera Oropeza, et qu'une Rencontre latino-américaine de solidarité avec l'indépendance de Porto Rico soit prévue pour le mois de septembre 1981 à Caracas, sous les auspices de tous les partis politiques vénézuéliens.

La montée en puissance des pays pétroliers latino-américains que sont le Mexique et le Venezuela, désireux d'assurer leur influence dans la mer Caraïbe, le succès de la révolution sandiniste au Nicaragua, la présidence du Mouvement des pays non alignés confiée à Cuba, sont autant de facteurs rééquilibrant les rapports traditionnellement léonins entre le « grand voisin du nord » et l'Amérique latine. Ce ne sera pas sans influence à Porto Rico où le sentiment d'appartenance à la communauté latino-américaine a toujours souffert du discrédit soigneusement entretenu à l'égard des pays du sud du Rio Grande. Il faut aussi compter avec l'importance croissante des « Hispanos », la minorité hispanophone vivant aux États-Unis (Chicanos, Portoricains, Cubains, Dominicains) qui commence à prendre conscience de sa force et qui un jour s'organisera en lobby, fatalement.

Enfin, la sortie de l'Espagne de la nuit franquiste lui redonne les moyens d'une grande politique étrangère en Amérique latine, fondée sur des liens historiques et culturels que l'Indépendance n'a pas remis en cause et auxquels tous les pays hispanophones de l'hémisphère (y compris Cuba) sont très attachés. Compte tenu de la responsabilité que l'Espagne porte devant l'histoire dans la cession de Porto Rico aux États-Unis et de sa sensibilité proclamée à tout ce qui touche l'hispanité, on peut légitimement être surpris de l'indifférence officielle de son gouvernement à l'égard de l'affaire portoricaine. Sans doute est-ce la manifestation d'une certaine ignorance (ou de la mauvaise conscience ?) de l'opinion sur cette question.

Dans ces conditions, l'indépendance de Porto Rico n'est plus un projet utopique mais une option envisagée avec sang-froid par les plus lucides des spécialistes latino-américains du Département d'État et mentionnée dans la plate-forme électorale du parti démocrate. Bien entendu, on la conçoit comme devant déboucher sur un État sage et docile comme la République Dominicaine et non pas sur un nouveau Cuba ou un nouveau Nicaragua... Mais l'histoire échappe à toutes les programmations.

Comme il n'est pas de langue innocente, mais seulement des langues dominées ou des langues dominantes, l'espagnol ne redeviendra la véritable langue nationale que le jour — condition nécessaire mais non suffisante — où Porto Rico existera

20. *Op. cit.* également « La estructura social y la literatura puertorriqueña », *Casa de las Américas*, La Havane, juillet-août 1979, n° 115.

21. Cf. l'article de Silvia Viera : « El bilinguismo de los Puertorriqueños : un mito politico-docente », *Caravelle*, n° 18, 1972, numéro spécial sur Porto Rico, publié par l'Institut d'Études hispaniques, hispano-américaines et luso-brésiliennes de l'Université de Toulouse le Mirail.

22. Cf. Henri Gobard : *La guerre culturelle*, Paris, Copernic, 1979.

23. Cuba et Porto Rico sont
D'un oiseau les deux ailes
Ils reçoivent fleurs ou balles
Sur un seul et même cœur.

comme nation souveraine remettant, tâche gigantesque, l'anglais à sa place de langue étrangère. Même alors, le danger restera considérable, tant la langue des multinationales, de Coca Cola, des Mac Donald, de Walt Disney et du Pentagone est le vecteur d'un impérialisme culturel à l'échelle planétaire²⁴ auquel nul n'échappe et auquel Porto Rico a été jusqu'à ce jour plus systématiquement soumis qu'aucun autre pays, au point que c'est miracle que l'ethnocide, « forme pacifique et hu-

mainement irréprochable, du génocide »²⁵ n'ait pas été encore entièrement consommé.

24. Cf. B. Cassen : « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel » *Encrages* n° 1, mars 1979, publié par le Département d'Études des pays anglophones de l'Université de Paris VIII. Une version en espagnol « La lengua inglesa como vehículo del imperialismo cultural » a été publiée dans *Comunicación y cultura* (op. cit.).

25. Regis Debray, op. cit., p. 59.

